



SÉRIE EP. 4 BURNING SKIES : LES CHAMPS FUNÈBRES DES MAJORS DU PÉTROLE

Au Nigeria, voyage dans le « feu de l'enfer » provoqué par TotalEnergies et Eni

Les fumées toxiques émises par les champs pétroliers de TotalEnergies et un immense complexe de la compagnie Eni font suffoquer la population du bourg nigérian d'Obagi. Les habitants souffrent de très graves pathologies liées à la pollution.

Yann Philippin et Femke van Zeijl - 29 septembre 2024 à 09h53

Gad Fri a commencé à perdre la vue peu après ses 50 ans. Aujourd'hui âgé de 74 ans, il est désormais presque aveugle. Son médecin lui a dit que ce serait à cause de la pollution de l'air provoquée par le torchage, le brûlage du gaz qui s'échappe des installations pétrolières.

Gad Fri est l'un des plus vieux habitants d'Obagi, un bourg du Nigeria, situé dans la région du delta du fleuve Niger, l'une des principales zones de production pétrolière au monde, et l'une des pires en matière de torchage. Lorsqu'il était enfant, Gad Fri a vu la compagnie française Elf, aujourd'hui TotalEnergies, s'installer en 1966, suivie par l'italienne Eni en 1980. « À cette époque, personne n'était aveugle et les gens vivaient beaucoup plus longtemps qu'aujourd'hui », raconte-t-il en montrant sa canne, sans laquelle il ne peut se déplacer.

Les 4 000 habitant·es d'Obagi sont pris entre trois feux, situés à seulement trois à cinq kilomètres. À l'ouest, la tour métallique qui surplombe le pipeline d'Eni brûle du gaz. À l'est, les torchères des deux sites de TotalEnergies crachent elles aussi des flammes orange et une fumée noire. « Nous respirons un air sale depuis les années 1960, explique Elechi Ifeanyi, président du comité pour le développement d'Obagi. Nous sommes dans le feu de l'enfer. »

C'est en effet ce que nous avons pu constater, sur place et grâce à des données satellitaires exclusives, dans le cadre de notre enquête « Burning Skies », menée par Mediapart et treize médias internationaux, coordonnés par le collectif de journalistes [Environmental Investigative Forum \(EIF\)](#) et le réseau [European Investigative Collaborations \(EIC\)](#).

En arrivant à Obagi, le 27 août 2024, l'air a l'odeur du charbon avec une pointe de plastique brûlé. La pollution prend à la gorge. En dix minutes, les yeux piquent et pleurent. Viennent ensuite un léger étourdissement et des maux de tête, puis une sensation d'oppression dans la poitrine. Les habitants disent qu'ils sont habitués. Mais ils savent qu'une exposition prolongée à l'air vicié met leur santé en danger.

Adeaze Ile, 35 ans, se repose sur une chaise dans sa véranda. Elle s'inquiète pour ses huit enfants, âgés de 2 à 12 ans, qui jouent devant la maison. Plusieurs d'entre eux souffrent d'éruptions cutanées et de problèmes respiratoires. Elle dit qu'ils sont toujours « *catarrh* », ce mot nigérian qui décrit les pathologies allant du nez qui coule au gros rhume.

Adeaze Ile souffre d'une toux persistante et d'hypertension, mais n'a pas d'argent pour acheter des médicaments. Son amie Chidinma, qui travaillait à côté de chez elle, est morte il y a cinq ans : « *Cancer du sein. Le médecin a dit que ce serait lié au torchage. Elle n'avait que 30 ans et avait cinq enfants.* » Depuis, Adeaze Ile palpe ses seins pour y déceler des boules. « *Plaise à Dieu que je n'aie pas de cancer. Qui peut se permettre de payer les traitements ?* »

Au Nigeria, où 40 % de la population survit avec moins de un dollar par jour, l'hôpital est un luxe. Les habitant·es d'Obagi qui peuvent se le permettre achètent des médicaments à la petite pharmacie de Blessing Goodness, une aide-soignante de 37 ans. « *La plupart viennent pour des problèmes respiratoires, des douleurs thoraciques et des infections cutanées. Tout cela est dû à la fumée* », indique-t-elle.

Cette fumée, qui contient un cocktail de composés chimiques, de suie et de particules fines, provoque aussi des pluies acides, qui contaminent l'eau et les sols. Les habitant·es d'Obagi n'utilisent plus l'eau de pluie, pas même pour se laver ou faire la lessive. Les précipitations rongent jusqu'aux toits de tôle des modestes maisons, qu'il faut régulièrement remplacer.

Le torchage normalement interdit

« *La pluie qui tombe du ciel ici est noire* », dit Grace Agi en haussant les épaules. Elle épluche du manioc avec sa mère et ses deux fils. Dans la bassine, les tubercules mesurent moins de cinq centimètres d'épaisseur. « *Ils devraient être aussi épais que mon poignet, mais rien ne veut pousser à Obagi* », dit Grace. Elle a cessé d'élever des poissons-chats. « *Je devais changer l'eau tous les deux jours, et même en faisant ça, les alevins mouraient lorsqu'il y avait de fortes averses.* »

Charles Azubuike, agriculteur de 43 ans, se plaint de la petite taille de ses ignames, qu'il peut arracher sans effort du sol marécageux. Il indique que certaines graines meurent dans le sol avant d'avoir germé, même celles de la variété hybride qu'il a choisie pour sa résistance. Et accuse les deux majors européennes du pétrole : « *Ces entreprises ne se soucient pas de nous.* »

Les résultats de notre enquête « *Burning Skies* » confirment l'ampleur de la pollution. La torchère d'Eni a émis, entre 2012 et 2022, l'équivalent de 3,8 millions de tonnes de CO₂, et celles de TotalEnergies, 1,5 million. Soit 5,3 millions de tonnes au total. Cela signifie que les habitant·es d'Obagi ont subi chaque année, en moyenne, l'équivalent des émissions annuelles de 236 000 voitures roulant en France.

Du côté de TotalEnergies, les émissions ont baissé de 70 % entre 2012 et 2022, sans qu'on sache si une partie est liée ou non à une chute de la production. La compagnie a affirmé avoir mené en 2021 des travaux pour réduire les émissions. Les volumes torchés ont en effet baissé juste après, passant de 99 000 tonnes de CO₂ en 2020 à 60 000 en 2021 et 2022.

S'ils ont constaté une amélioration il y a trois ans, les

habitants d'Obagi jugent insuffisants les efforts de TotalEnergies, dont la torchère « *s'allume toujours régulièrement des heures durant* ». Ils en veulent davantage encore à Eni, responsable, selon notre estimation, de 70 % de la pollution.

Contactés par l'EIC, TotalEnergies et Eni n'ont pas souhaité commenter leurs activités à Obagi.

Les villageois réclament depuis des années la fin pure et simple du torchage. « *Nous avons écrit des lettres, parlé à la radio et sur les réseaux sociaux, mais cela tombe dans l'oreille d'un sourd* », indique Garricks Briggs, un militant écologiste d'Obagi.

Depuis 1984, cette pratique est interdite par la loi... sauf autorisation spéciale délivrée par le ministre du pétrole, et assortie normalement de conditions. TotalEnergies a-t-elle eu une telle licence ? L'entreprise répond qu'elle respecte les « *lois et réglementations qui lui sont applicables* ». Il est impossible de le vérifier pour Obagi : au Nigeria, les licences de torchage, attribuées de façon discrétionnaires, n'ont jamais été rendues publiques.

« *Au Nigeria [...], les compagnies peuvent faire ce qu'elles veulent sans qu'il y ait aucune conséquence.* »

Urenmisan Afinotan, professeur de droit à l'université britannique d'Exeter

Les gouvernements du Nigeria promettent depuis plus de vingt ans de mettre fin au torchage dans le delta du Niger. Mais rien ne change. Dans ce pays rongé par la corruption, l'intérêt des compagnies pétrolières passe toujours avant l'environnement.

Un cas emblématique en témoigne : la procédure contre le géant anglo-néerlandais Shell, qui a foré le premier puits dans la région en 1956, et qui est toujours aujourd'hui le pétrolier le plus gros et le plus influent du pays.

En 2005, les habitant·es d'un village du delta, gravement pollué par une torchère de Shell, attaquent la multinationale en justice. La Haute Cour fédérale leur donne raison et juge que Shell a violé leur « *droit humain fondamental à la vie* ». La cour ordonne en 2006 l'arrêt

définitif du torchage sur le site. Mais ce jugement historique n'a jamais été appliqué, après que le ministre du pétrole a pris la défense de Shell, estimant que « *stopper le torchage signifierait stopper complètement la production de pétrole* ».

« *Le maître mot au Nigeria, c'est l'impunité. Les compagnies peuvent faire ce qu'elles veulent sans qu'il y ait aucune conséquence* », soupire Urenmisan Afinotan, professeur de droit à l'université britannique d'Exeter. Cet universitaire nigérian s'est spécialisé dans l'environnement après avoir vécu la pollution lors de son enfance dans un village du delta. Dans un article de 2022, il démontre que les lois nigérianes contre le torchage ont échoué, « *faute de volonté politique* ».

Contacté par l'EIC, le gouvernement du Nigeria n'a pas répondu.

Cela fait soixante-dix ans que l'« or noir » est une malédiction pour les habitant-es du delta. Un peu partout, des banlieues des grandes villes aux criques de la mangrove, on peut voir des flammes brûlantes autour desquelles les oiseaux tournent la nuit, pensant que le soleil ne se couche jamais.

Il y a aussi les fuites de pétrole, provoquées par les grandes compagnies et par les trafiquants qui pullulent dans la région. Lorsque nous avons quitté Obagi en voiture pour rejoindre Port Harcourt, un nuage noir comme du jais s'élevait dans le ciel. Quelques jours plus tôt, l'armée menait un raid dans une raffinerie illégale et, comme d'habitude, a mis le feu au pétrole. Les fumées toxiques se répandent pendant des jours, s'ajoutant à celles des torchères.

Les quelque 3,5 millions d'habitant-es de Port Harcourt, la grande métropole du delta, ne sont pas épargnés. À l'hôpital universitaire Ignatius Ajuru, la salle d'attente du docteur Bieye Briggs est bondée. Il n'est que 14 heures, et ce médecin généraliste a déjà envoyé trois étudiants aux urgences : « *Trois jeunes d'une vingtaine d'années avec des crises d'asthme. En trois heures ! Et nous le voyons ici tous les jours.* »

Vierra, sa quatrième enfant née en 2020, a développé une maladie respiratoire aiguë. « *Nous avons failli la perdre. Elle était allongée là, haletante. Aucun parent ne devrait voir son propre enfant dans cet état* », raconte Bieye Briggs. Il impute la maladie à la pollution de l'air, « *de loin la plus dévastatrice, car personne ne peut choisir l'air qu'il respire* ».

La chaleur, la suie, les maladies

Il explique les dangers des composés chimiques présents dans la fumée, qui entraînent aussi des cancers, des pathologies, des fausses couches, des maladies congénitales et de l'hypertension artérielle. « *Cela affecte aussi les jeunes. Ma nièce de 22 ans vient de subir quatre dialyses.* »

Un phénomène récent le scandalise particulièrement. Comme la production des vieux puits du delta baisse, les majors pétrolières occidentales vendent ces actifs ultrapolluants à des sociétés nigérianes, sans avoir investi pour les rendre plus propres. Et sans verser un centime pour compenser des décennies de pollution. « *Avant de vendre votre entreprise, pourquoi ne pas nettoyer les dégâts que vous avez causés ?* », s'indigne le docteur Bieye Briggs.

L'entreprise italienne Eni a conclu la vente de quatre blocs, dont celui d'Obagi, le 22 août, cinq jours seulement avant notre visite sur place. Mais ce n'est rien comparé au coup de tonnerre survenu en janvier : Shell, pionnier et géant du delta, a annoncé qu'il quitte définitivement la région, en vendant tous ses actifs situés à terre, pour se concentrer sur les champs *offshore*.

Pour les habitant-es, ce n'est pas une bonne nouvelle. Les compagnies locales ont moins d'argent que les majors pour moderniser les puits, et pas forcément plus de conscience écologique. Les données de notre enquête « *Burning Skies* » montrent que pour sept puits déjà vendus par Shell ces dernières années, les émissions liées au torchage ont augmenté. Dans trois de ces champs de pétrole, les volumes de gaz brûlé ont même doublé depuis l'arrivée des nouveaux propriétaires.

À Oyigbo, un ancien village avalé par la banlieue de Port

Harcourt, les habitant-es parlent toujours du « *champ de Shell* », alors qu'il a été racheté il y a trois ans par la société nigériane Heirs Energies. Dans cette zone urbaine densément peuplée, les flammes, hautes de plusieurs mètres, brûlent presque en permanence, dans un vacarme qui empêche les gens de dormir la nuit.

La situation est la même qu'à Obagi. Il y a la chaleur, la suie, les maladies. Dans le presbytère, derrière l'église, le pasteur adjoint fait ses valises. Il est ravi d'avoir été muté, loin des flammes qu'il observe la nuit du balcon de l'église. « *Quand je me réveille et que je me mouche, du noir sort* », raconte-t-il. L'un de ses collègues religieux est récemment décédé d'une maladie respiratoire. « *Avant de venir ici, il n'avait jamais eu de problèmes de santé.* »

« *Boire beaucoup de lait et garder les fenêtres fermées, c'est ce que je conseille aux gens* », dit Chinyere Abba, 38 ans, qui habite à quelques pâtés de maisons des torchères.

Technicienne dans un laboratoire d'analyses médicales, elle observe, dans les échantillons de sang, de nombreux indicateurs de cancers. « *Je connais trois personnes atteintes de leucémie. Et deux de mes amies ont un cancer du sein.* »

Miriam Chidi vit dans le quartier depuis quinze ans. Elle a fait deux fausses couches, et soupçonne un lien avec la fumée. Elle s'est renseignée sur Internet sur les effets possibles de la pollution, parce qu'elle a peur pour ses enfants. « *Je déménagerais si j'avais l'argent.* » Elle a entendu dire que le champ de pétrole a été vendu à une société nigériane, mais a peu d'espoir que la situation s'améliore : « *Ces sociétés pétrolières ne nous apportent rien de bon. Seulement une mort prématurée.* »

Yann Philippin et **Femke van Zeijl**

Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse enquete@mediapart.fr. Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme hautement

sécurisée, vous pouvez passer par SecureDrop de Mediapart, la [marche à suivre est explicitée dans cette page](#).

Boîte noire

L'enquête « Burning Skies » a été menée par quatorze médias internationaux, coordonnés par le collectif de journalistes [Environmental Investigative Forum \(EIF\)](#) et le réseau de médias [European Investigative Collaborations \(EIC\)](#), dont Mediapart est l'un des membres fondateurs.

Outre Mediapart, les médias participant au projet sont *Der Spiegel* (Allemagne), *NRC* (Pays-Bas), *Domani* (Italie), *VG* (Norvège), *InfoLibre* (Espagne), *Expresso* (Portugal), *Le Soir* (Belgique), *Nacional* (Croatie) – tous membres de l'EIC – ainsi que Daraj (Liban), SourceMaterial (Royaume-Uni), Oxpeckers (Afrique du Sud), Twala (Algérie), NIRIJ et Al-Mirbad (Irak).

Grâce à des données d'observation satellitaires fournies par le Groupe d'observation de la Terre du [Payne Institute for Public Policy](#) et l'ONG environnementale [Skytruth](#), complétées par des recherches en sources ouvertes, nous sommes parvenus à estimer les émissions de gaz à effet de serre provoquées par le torchage pour 650 infrastructures pétrolières et gazières, de 2012 à 2022, dans dix-huit pays d'Afrique et du Moyen-Orient : Afrique du Sud, Mozambique, Angola, Nigeria, Gabon, République du Congo, Cameroun, Guinée équatoriale, Tchad, Côte d'Ivoire, Ghana, Algérie, Tunisie, Égypte, Iraq, Oman, Émirats arabes unis, Qatar. Nous avons ensuite attribué ces émissions aux compagnies pétrolières qui en sont responsables.

Ce travail d'enquête et d'analyse des données, qui a duré un an, a été réalisé par Alexandre Brutelle et Leopold Salzenstein (EIF), avec la collaboration de Mediapart et de l'EIC. Notre méthodologie complète est disponible dans les annexes de cet article.

Le reportage au Nigeria a été financé par nos partenaires NRC et SourceMaterial et réalisé par Femke van Zeijl. Cette journaliste indépendante néerlandaise, qui vit au Nigeria depuis 2012, a beaucoup travaillé sur l'impact de l'industrie pétrolière dans la région du delta du fleuve Niger.

Nos partenaires EIF, Daraj et Oxpeckers ont reçu le soutien financier du [Journalismfund Europe](#).

La charte graphique et les illustrations du projet « Burning Skies » sont signées Justine Vernier et Simon Toupet (Mediapart).
